

## **20260307 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70228/au-royaumeuni-les-demandeurs-dasile-en-attente-dune-protection-depuis-plus-dun-an-pourraient-etre-autorises-a-travailler>

### Actualités



Le gouvernement britannique cherche des solutions pour vider les hôtels occupés par des demandeurs d'asile et pousser les personnes déboutées à rentrer dans leur pays. Image d'illustration. Crédit : Picture alliance

## **Au Royaume-Uni, les demandeurs d'asile en attente d'une protection depuis plus d'un an pourraient être autorisés à travailler**

Par [La rédaction](#)

La ministre de l'Intérieur britannique Shabana Mahmood a annoncé jeudi de nouvelles mesures visant à diminuer les dépenses du Royaume-Uni pour l'hébergement des demandeurs d'asile. Les personnes pouvant subvenir à leurs besoins devraient se loger avec leurs propres deniers.

**C'est une nouvelle série de mesures destinées à faire baisser les dépenses du gouvernement britannique pour l'accueil des demandeurs d'asile dans le pays.** Jeudi 5 mars, la ministre de l'Intérieur britannique Shabana Mahmood a indiqué que l'hébergement et le soutien financier apportés aux demandeurs d'asile seraient retirés à partir du mois de juin pour les demandeurs d'asile qui enfreignent la loi, travaillent illégalement ou peuvent subvenir à leurs propres besoins.

*A lire aussi*

["Abus" de l'asile : Londres va cesser d'accorder des visas d'étude aux Afghans, Camerounais, Birmans et Soudanais](#)

Pour permettre cela, les personnes en attente d'une réponse de leur dossier depuis plus d'un an pourraient être autorisées à travailler, selon la ministre. Jusqu'à 21 000 exilés, actuellement hébergés en hôtels, pourraient ainsi être autorisés à entrer sur le marché du travail.

L'obligation légale, en vertu du droit de l'Union européenne (UE), de fournir aux demandeurs d'asile un soutien financier et un hébergement sera abrogée, a également annoncé le ministère de l'Intérieur jeudi. Elle sera remplacée par une approche conditionnelle.

*A lire aussi*

[Au Royaume-Uni, le statut de réfugié ramené à 30 mois renouvelable entre en vigueur](#)

"Ceux qui en ont besoin et qui respectent les règles continueront à juste titre à recevoir une aide aux demandeurs d'asile, mais ceux qui ne le font pas se verront retirer cette aide", a déclaré Shabana Mahmood jeudi. "La générosité du peuple britannique sera conditionnée au respect de la loi par les demandeurs d'asile, au respect de nos règles et à l'absence de travail illégal."

## **Mesures incitatives pour quitter le pays**

Le gouvernement souhaite ainsi accélérer la fin de l'hébergement en hôtels. Mais "ces mesures ont été remises en question par le Conseil pour les réfugiés, qui craint qu'elles n'entraînent une augmentation du nombre de personnes dormant à la rue parmi celles qui fuient la guerre et la famine", [souligne le quotidien The Guardian](#).

[De fortes manifestations avaient éclaté au Royaume-Uni durant l'été 2025](#) contre l'hébergement des demandeurs d'asile en hôtel. Pour tenter de calmer la grogne des manifestants, l'ex-ministre de l'Intérieur Yvette Cooper avait affirmé que les hôtels hébergeant des demandeurs d'asile seraient vidés d'ici 2029.

*A lire aussi*

[Au Royaume-Uni, l'hébergement en hôtel des demandeurs d'asile, une solution d'urgence face à la hausse des arrivées](#)

Shabana Mahmood a également annoncé de nouvelles mesures incitatives pour pousser les demandeurs d'asile déboutés à quitter le pays, inspirées par [les politiques mises en place au Danemark](#). Le gouvernement souhaite lancer un programme pilote offrant aux demandeurs d'asile déboutés 10 000 livres (environ 11 540 euros) par membre de la famille - jusqu'à 40 000 livres (environ 46 000 euros) au total - pour quitter le pays, sous peine d'expulsion forcée.

Ces annonces interviennent alors que le gouvernement travailliste du Premier ministre Keir Starmer subit la pression des sondages d'opinion de la part du parti anti-immigration de Nigel Farage, Reform UK.

Quelque 100 625 personnes ont demandé l'asile en 2025 au Royaume-Uni, un chiffre en légère baisse (-4 %) par rapport à l'année précédente, qui avait atteint un record de 108 138 demandes, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur publiés le 26 février.

Le nombre de personnes arrivées de façon irrégulière au Royaume-Uni, lui, a continué d'augmenter en 2025, s'établissant à 46 497, soit 7 % de plus qu'en 2024, année qui avait déjà été marquée par une hausse de 19 %